



Compte-rendu commission énergie 23 septembre 2022

Retour sur l'université d'été où l'atelier « hausses des prix de l'énergie, quelles alternatives ? » a été animé par Alain Tournebise. L'objectif a été de faire comprendre les différents mécanismes de marché mis en place avec la libéralisation de l'énergie qui viennent impacter les factures d'énergie. Fabien Roussel a consacré la moitié de son discours aux questions liées à l'énergie.

Nous avons besoin de continuer à expliquer, à démystifier ces mécanismes notamment au moment où la commission européenne s'apprête à mettre en place des solutions, non pas pour sortir des règles actuelles du marché européen de l'énergie mais pour les adapter.

Nécessité de diffuser les deux textes parus dans Eco Po dernièrement et de mieux faire connaître les livres « le nucléaire pas ceux qui le font ». S. Menesplier. F. Duteil.ed Arcane 17 2022 et B. Accoyer « une affaire d'état.la tentative du sabotage du nucléaire français ». Hugo doc 2022».

Nous faisons le constat qu'aujourd'hui la tendance des discours sur le mix énergétique est plutôt favorable à ce que nous disons depuis plus de 20 ans. D'une certaine façon, on peut dire qu'une partie de la bataille idéologique est en train de se gagner. Il faut mieux le valoriser et en même temps appuyer sur l'attitude rétrograde de FI, EELV et certains du PS.

Une fois de plus, nous constatons amèrement que notre journal l'Humanité ne traite pas les propositions des communistes dans les articles traitant de l'énergie, d'autres sont interrogés comme les écologistes, des ONG...mais pas le PCF en tant que tel.

A l'aube du congrès, il ne faudra rien céder.

Au sein du Parti, il y a besoin de mieux traiter les questions géopolitiques celles d'avant la guerre pour bien comprendre la situation haussière des prix de l'énergie. Cette situation n'est pas due pour l'essentiel à la guerre en Ukraine.

Si la production de pétrole est restée stable durant toute la décennie 2010, la demande a augmenté surtout en Asie. Avec le gaz et pétrole de schiste, les Etats Unis sont devenus premier producteur mondial et depuis quelques années sont aussi exportateurs. Il existe une concurrence forte entre les E.U et les pays de l'Opep+. Avec la reprise de l'après Covid, les prix des hydrocarbures ont fortement augmenté, la guerre en Ukraine a amplifié le phénomène particulièrement pour le gaz. Le pétrole reste élevé mais oscille avec les inquiétudes sur une récession mondiale possible.

Concernant l'électricité, le coût basé sur le nucléaire, hydro et les ENR n'a pas augmenté. Il faut rester attentifs aux manipulations sur le prix de l'électricité qui, à ce jour, reste insuffisant pour investir dans l'appareil de production d'électricité.

On peut s'interroger sur la volonté réelle du Capital à vouloir développer le nucléaire d'une part parce que le retour sur investissement est long et que le climat pour eux est

secondaire. C'est plutôt la volonté de cantonner les plus pauvres au rationnement pour faire reculer les investissements.

B. Felix participera au colloque début octobre organisé par le MNLE.

Concernant la CSPE taxe prélevée sur les factures, celle-ci a été réduite à 0,50€ / MWh (à la place de 22.5 €) depuis février 2022 dans le cadre du bouclier tarifaire.

Concernant les mécanismes des contrats d'ENR, nous rappelons que pour vendre leur électricité renouvelable, la plupart des producteurs se tournent vers l'Etat et nouent des contrats d'achat sur vingt ans. Ces derniers leur assurent une rémunération fixe grâce à un mécanisme symétrique : quand les prix de marchés de l'électricité sont inférieurs à ce prix garanti, les producteurs se voient verser une subvention par l'Etat ; en retour, quand les prix de marché sont plus élevés, ils versent une contribution à l'Etat. Certains dispositifs de soutien prévoyaient un mécanisme de plafonnement des sommes à reverser à l'Etat en cas de prix de marché élevés, à hauteur des sommes déjà versées par l'Etat. Au-delà, le producteur arrête de verser de l'argent à l'Etat et conserve l'intégralité du prix de vente. Le plafonnement a été stoppé.

Gardons à l'esprit que les grands groupes d'énergies fossiles voient dans le développement des ENRi des intérêts particuliers en raison du besoin de back up pour pallier à l'intermittence.

Face au discours ambiant de fort développement d'ENRi, il y a la nécessité de faire la démonstration que l'on en a réellement besoin et d'évaluer l'impact environnemental que leur fort développement implique.

La commission devra être réactive pour communiquer sur le contexte énergétique de cet hiver en cas de coupures ou délestages mais également sur les investissements à engager.

Pour rappel, il y a eu une baisse des moyens pilotables en Europe et depuis 2010 la France a fermé 10 GW. 110 GW de fermeture au niveau Europe.

Décision d'élaborer un communiqué sur la politique de Total Energies et sa réduction des 20 cts du prix du litre qui a eu comme effet une ruée des automobilistes dans les stations-services de Total alors qu'il produit, raffine, distribue...

Sont pointées les incohérences des propos de Négawatt dans ses différents scénarios et dont les évolutions sont contradictoires. Par exemple, le dernier au-delà d'être très flou prévoit une production d'électricité identique à aujourd'hui en 2050. Ce qui implique de ne pas se diriger vers une réindustrialisation du pays. D'autre part, ils disent pouvoir atteindre la neutralité carbone en 2047 parce qu'ils supposent que tout ce qui sera importé sera décarboné.

Le Parti devrait porter une prolongation du parc actuel 60 ans, 80 ans tant que les conditions de sûreté le permettent. Ne pas le faire pourrait nous obliger à développer une production électrique à base de fossile. La réalité c'est que la production actuelle du nucléaire avec 100% de disponibilité, ne suffira pas si on veut opérer les transferts d'usage vers l'électricité et décarboner notre économie et atteindre la neutralité carbone en 2050. La construction de réacteurs prend au moins une décennie.

La question du financement des EPR va se poser ? Le coût des seuls six EPR dépasse les 50 milliards d'euros et EDF n'est absolument pas en mesure de l'assumer. Certains parlent de mettre à disposition de tous les fournisseurs l'ensemble du volume de production nucléaire ou d'aller vers le modèle anglais des contrats for différence (CFD) pour le nucléaire actuel et futur comme la SFEN.

Nous organiserons une série d'auditions internes au PCF dans les prochaines semaines :

- Organisations syndicales nationales
- OPESCT
- Association des Maires de France
- Medef - GIFEN
- Sauvons le Climat (G. Sapy)
- Académie des sciences
- EDF

Nous pourrions inviter les parlementaires, collaborateurs, l'Humanité...